

RÉFORME DES RETRAITES : LAURENT BERGER MET EN GARDE CONTRE UN PASSAGE EN FORCE, « LA CFDT SERA EN OPPOSITION FRONTALE »

Par Le Monde

18 septembre 2022

Invité de l'émission « Questions politiques » ce dimanche, le secrétaire général de la CFDT a menacé de quitter le Conseil national de la refondation si l'exécutif faisait passer la réforme des retraites dans le budget de la Sécurité sociale.



Laurent Berger n'a pas mâché ses mots. Interrogé [sur le plateau](#) de l'émission « Questions politiques », dimanche 18 septembre, sur le projet du gouvernement [d'intégrer la réforme des retraites](#) dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) présenté le 26 septembre en conseil des ministres, le secrétaire général de la CFDT a déclaré que le syndicat serait « *en opposition frontale* ».

Voir un [extrait vidéo sur Twitter](#)

« *Quelle que soit la décision du couple de l'exécutif (...) d'intégrer une réforme des retraites dans le PLFSS avec un report de l'âge légal de la retraite, nous serons en opposition frontale* », avertit Laurent Berger. Et d'insister : « *La CFDT sera vent debout et en opposition. (...) On s'y opposera par tous les moyens.* » M. Berger a également menacé de quitter le Conseil national de la refondation (CNR) en cas de passage en force : « *Il faudra qu'il y ait de la loyauté à tous les étages, s'il y a déloyauté en passant par le PLFSS, la CFDT arrêtera les discussions dans le cadre du CNR (...), a-t-il poursuivi. Le président a été élu par les citoyens qui ont voté contre la candidate d'extrême droite. Et il leur marcherait sur la gueule ?* » Opposé notamment au report de l'âge légal

dans le cadre de cette [réforme voulue coûte que coûte](#) par Emmanuel Macron, M. Berger a estimé que ce projet « *c'est une ligne rouge et un faux débat* ».

Voir un [autre extrait vidéo sur Twitter](#)

Dans un entretien publié [dans Le Monde](#) au mois d'août, le secrétaire général de la CFDT avait déjà manifesté une vive opposition à cette réforme : « *Si le pouvoir exécutif cherche à reporter l'âge légal de départ à la retraite de façon brutale, pour réduire les dépenses de pension, il ira dans le mur. Il n'y a pas d'acceptation sociale sur le sujet* », prévenait-il.

Par le Monde